



Numéro 29 - 14 novembre 2019

**Conférence de solidarité anti-impérialiste de La Havane pour la
démocratie et contre le néolibéralisme**

Cuba n'est pas seule

- Miranda Jolie -



• **Déclaration finale**

La Révolution cubaine à 60 ans:

Conférence internationale de Halifax, Nouvelle-Écosse

- **Halifax accueille le plus grand rassemblement de spécialistes sur Cuba à l'extérieur de l'île**
 - **Des négociateurs de premier plan remémorent les efforts de normalisation des relations entre les États-Unis et Cuba**
 - **Le syndrome de La Havane: une explication scientifique**
 - **Panels de discussion**

**Conférence de solidarité anti-impérialiste de La Havane
pour la démocratie et contre le néolibéralisme**

Cuba n'est pas seule

- Miranda Jolie -



La Conférence de solidarité anti-impérialiste pour la démocratie et contre le néolibéralisme s'est déroulée à La Havane (Cuba) du 1er au 3 novembre, avec la participation de 1 400 délégués venus de 95 pays, selon Fernando Gonzalez, président de l'Institut cubain de l'amitié avec les peuples (ICAP).

Pendant trois jours, des militants de différents mouvements sociaux, partis politiques et organisations sociales du monde entier se sont réunis à Cuba pour exprimer leur solidarité avec le peuple cubain et leur rejet du blocus imposé à Cuba par les États-Unis en 1961 et pour dire leur opposition à l'escalade des hostilités de l'administration Trump envers l'île.

La réunion a été appelée et organisée par l'ICAP et l'Organisation centrale des syndicats cubains (CTC), ainsi que par le Chapitre cubain des mouvements sociaux et la Conférence continentale pour la démocratie et contre le néolibéralisme sous le slogan « Ne touchez pas à Cuba ! ».

Selon un communiqué de l'ICAP, l'objectif de la rencontre était « d'apporter une véritable contribution à l'opposition à l'offensive contre-révolutionnaire actuelle de l'impérialisme américain, à la recherche de la plus grande unité possible des forces progressistes de la région et au renforcement de la solidarité militante avec les justes causes défendues par les peuples. Dans la situation politique actuelle, marquée par l'agressivité de l'administration Trump, de nouvelles voies seront recherchées pour renforcer la solidarité avec ces causes dans le monde, principalement dans notre région. »

Discours d'ouverture : Fernando Gonzalez et Bruno Rodriguez Parrilla

Dans son discours d'ouverture, Fernando Gonzalez, héros de la République de Cuba, a dédié cet événement à la mémoire de Fidel Castro, leader historique de la révolution cubaine « dont les concepts, les idées et l'exemple personnel constituent notre guide sur la voie de la victoire ».

Il a rappelé que Cuba a traversé 150 ans de lutte et vécu 60 ans de révolution et que « nous sommes en train de construire le projet socialiste auquel nous avons osé rêver, dont le peuple est le protagoniste ».



« Les États-Unis menacent et calomnient Cuba pour qu'ils ne soient pas obligés de reconnaître leur échec à renverser notre révolution et déforment la réalité de coopération médicale altruiste que Cuba offre dans plus de 80 pays. Il n'y a pas de meilleure tribune que cet espace-ci pour réitérer que Cuba ne renoncera jamais à ses principes, elle ne trahira jamais ses principes ni la solidarité avec les autres peuples du monde », a souligné Gonzalez.

Pour sa part, le ministre cubain des Relations extérieures, Bruno Rodriguez Parilla, qui a également participé à l'inauguration de la rencontre, a assuré que le gouvernement de Donald Trump constituait la principale menace pour la paix internationale en raison de son ingérence croissante dans les affaires intérieures

des peuples du monde. Il a souligné qu'« il n'y aura pas de développement durable sans le droit des pays du sud au développement et sans justice sociale ».



Rodriguez Parrilla a remercié les militants pour la solidarité témoignée envers Cuba et a souligné que des « temps difficiles » étaient à venir.

Il a évoqué les dernières mesures prises par les États-Unis contre Cuba, telles que la limitation des déplacements vers l'île, l'augmentation du nombre de violations des droits humains et les campagnes de diffamation.

« Les États-Unis doivent blâmer Cuba pour leur échec total au Venezuela et justifier le renforcement du blocus. Nous ne participons d'aucune manière aux manifestations qui se déroulent en Amérique latine sinon que par l'exemple de la Révolution cubaine », a dit le ministre des Relations extérieures.

Il a également dénoncé l'emprisonnement injuste de l'ancien président brésilien Luis Inacio « Lula » da Silva, les actions de l'Organisation des États américains (OÉA) et l'activation du Traité interaméricain d'assistance réciproque (Traité de Rio) contre le Venezuela « sous des prétextes absurdes ».

Étaient également présents José Ramon Machado Ventura, deuxième secrétaire du Parti communiste de Cuba, Esteban Lazo Hernandez, président de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire et président du Conseil d'État, Salvador Sanchez Ceren, ancien président du Salvador, Ralph Gonsalves, premier ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines et d'autres personnalités exceptionnelles. Un spectacle culturel présenté par les enfants de la troupe de théâtre Colmenita a également été accueilli avec chaleur par les participants.



La première journée de la rencontre a débuté par une table ronde au cours de laquelle des

intellectuels et activistes bien connus ont exposé leurs points de vue sur les développements actuels des affaires politiques en Amérique latine et dans le monde, sur le rôle que jouent les mouvements sociaux et ouvriers ainsi que sur les défis auxquels la gauche est confrontée. Des interventions de représentants de toutes les régions d'Amérique latine, des Caraïbes, des États-Unis, du Québec et du monde ont suivi.

À la mi-journée, des discussions animées caractérisées par des expressions de solidarité profonde ont eu lieu à l'extérieur du Palais des congrès, où des délégués du monde entier ont également parlé aux médias.



Un lien avec le peuple



Dans la soirée, les comités de défense de la révolution (CDR) du district de Barbosa, à la périphérie de La Havane, ont invité les délégués à se joindre à eux dans une tribune anti-impérialiste. Quand les autobus transportant les délégués sont arrivés à Barbosa, des drapeaux et des slogans cubains étaient suspendus aux bâtiments, aux fenêtres et aux balcons ainsi que dans les rues, créant une belle atmosphère de fête. Des centaines de résidents locaux attendaient dans les rues pour saluer les délégations et emmener des contingents dans les différents CDR. Il y a un CDR par bloc et, à chaque passage, les voisins expliquent aux visiteurs ce que font les CDR, comment ils fonctionnent et sont organisés. Ils ont également expliqué comment le peuple cubain s'organise en général pour la vie quotidienne et pour la défense de la révolution. Des enfants de la communauté ont récité des poèmes et ont présenté des cadeaux et des dessins aux visiteurs de leur CDR. Les voisins ont offert la nourriture qu'ils préparent traditionnellement lors de célébrations du CDR et ont échangé leurs expériences avec les délégués qui ont exprimé leur gratitude pour cet accueil si chaleureux.





Fernando Gonzalez, président de l'ICAP, s'est ensuite adressé à toutes les personnes rassemblées dans une zone centrale. Des vidéos étaient projetées sur grand écran au son de la musique du groupe Pupy y Los que Son Son et les gens ont dansé et chanté jusqu'à tard dans la soirée.



La tradition de tenir des tribunes anti-impérialistes a débuté sur l'île à la fin de 1999 et au début de l'année 2000, lorsque le peuple cubain s'est battu pour le retour d'Elían Gonzalez - l'enfant cubain que la mère avait emmené illégalement États-Unis, qui s'est retrouvé seul en mer après un accident et a été emmené aux États-Unis. Son père a entamé une bataille judiciaire pour le ramener à Cuba. Cette bataille a été initiée par Fidel Castro, avec le soutien de l'ensemble du peuple cubain et un grand appui aux États-Unis, au Canada et dans le monde. C'est au cours de ce combat que Fidel Castro a lancé la « bataille des idées ». Les tribunes anti-impérialistes sont devenues son lieu de réunion. Elles avaient lieu tous les samedis dans différents quartiers pour réclamer le retour d'Elían, qui est finalement revenu à Cuba en juin 2000, ce qui fut considéré comme une grande victoire de la révolution cubaine. Avec le temps, la tribune anti-impérialiste a été construite dans le Vedado, en face du bâtiment de la Section des intérêts des États-Unis. De nombreuses

manifestations historiques y ont convergé. Le site de cette tribune est en cours de rénovation, mais la tradition se poursuit.



La célébration de l'unité et de l'amitié avec la révolution cubaine à Barbosa a certainement montré l'enthousiasme des habitants et des invités étrangers pour la révolution et le fait que Cuba n'est pas seule.

Deuxième jour de la rencontre anti-impérialiste



À la deuxième journée de débat, une grande table ronde a eu lieu dans la matinée avec la participation d'Ismael Drullet, du Chapitre cubain des mouvements sociaux, qui a souligné l'importance de l'unité et de la solidarité pour faire face à l'impérialisme et au capitalisme ; de Ralph Gonsalves, premier ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines, qui a exprimé le soutien de toutes les personnes présentes au peuple vénézuélien et expliqué le rôle des pays des Caraïbes dans la solidarité anti-impérialiste ; Manuel Bertoldi d'Argentine, qui a souligné l'importance des soulèvements en Amérique latine ; Félix César Navarro Miranda, ministre des Mines de la Métallurgie de la Bolivie ; et un représentant de la République populaire de Chine, qui a souligné l'importance des relations entre la Chine et Cuba et a déclaré que son pays « continuera de soutenir, comme toujours, la juste cause de cette île des Caraïbes, sa souveraineté et son socialisme suivant ses conditions nationales. »



Ralph Gonsalves, premier ministre de Saint-Vincent-et-les Grenadines (à gauche), et Gail Walker, directrice exécutive d'IFCO-Pastors for Peace, ont notamment pris la parole au cours de la deuxième journée.

Dans l'après-midi, les délibérations se sont poursuivies en commission :

Commission 1 : Solidarité avec Cuba et d'autres causes justes

Commission 2 : Les peuples face au libre-échange et aux transnationales

Commission 3 : Décolonisation et guerre culturelle - communications stratégiques et lutte sociale

Commission 4 : Jeunesse : stratégies et continuité dans les luttes

Commission 5 : Démocratie, souveraineté et anti-impérialisme

Commission 6 : Intégration, identités et luttes communes

Les rapports des commissions ont ensuite été présentés à la session plénière.





Rangée du haut: la commission 1 se réunit à l'École de médecine d'Amérique latine. Rangée du bas: réunion de la commission jeunesse au cours de laquelle des jeunes autochtones de la Colombie-Britannique et du Manitoba ainsi que d'autres personnes interviennent.

Les discussions au sein des commissions ont été instructives et ont permis de relever les nombreux défis auxquels sont confrontés les peuples. Par exemple, les participants de Porto Rico ont parlé de la situation de leur pays, le plus ancien pays encore sous domination coloniale. Maria Lourdes Santiago, vice-présidente du Parti de l'indépendance portoricaine, de la commission de la décolonisation, a expliqué en détail les nombreux problèmes auxquels Porto Rico est confronté au quotidien sur les plans économique et culturel, mais elle a également insisté sur le fait qu'« après 121 ans de domination, nous parlons encore espagnol », et après l'ouragan Maria qui a fait des ravages partout au pays et de nombreuses victimes, le drapeau portoricain, son propre drapeau, a été brandi dans les endroits mêmes les plus reculés.

« Porto Rico est la grande dette de l'Amérique latine envers le colonialisme », a-t-elle déclaré.

La solidarité avec la cause du peuple vénézuélien, la revendication du retour à l'Argentine des Malouines occupées par la Grande-Bretagne et l'indépendance de la Guadeloupe occupée par la France ainsi que la solidarité avec les luttes des peuples chilien, bolivien, hondurien, salvadorien, nicaraguayen, sahraoui, palestinien ont été exprimées à de nombreuses reprises au cours de l'événement.



L'un des faits saillants du Forum anti-impérialiste a été l'annonce que plus de deux millions de signatures avaient été recueillies à Cuba en seulement 14 jours pour exiger la liberté de l'ancien président brésilien Luis Inacio Lula da Silva, emprisonné arbitrairement et injustement par le président néolibéral actuel à cause de la manipulation et de la corruption des procédures judiciaires.



Des signatures ont également été rassemblées dans l'agora à l'extérieur du Palais des Congrès.

La lettre soulignait que la solidarité avec Cuba, « à chaque étape de la révolution, est un devoir de toute personne attachée à la démocratie et à la souveraineté des peuples, dans la lutte contre le néolibéralisme et le blocus pervers imposé par le gouvernement américain à l'île depuis plus d'un demi-siècle. »

Le cri « Lula libre ! » a retenti tout au long de de l'événement.

Un grand enthousiasme a également été exprimé pour les actions de solidarité cubaine avec le monde qui se manifeste par l'envoi de médecins dans tous les coins du monde, où ils sont nécessaires pour ceux qui n'ont aucun autre accès aux soins médicaux. Ces médecins, certains d'entre eux présents à la conférence, soit invités spécialement, soit en tant que délégués de leur pays, ont eu droit à une ovation prolongée. C'était particulièrement significatif à la lumière des campagnes de diffamation que les États-Unis mènent contre eux et leurs missions.

Troisième jour de la rencontre



La journée a débuté avec la présentation des rapports des commissions, la présentation du texte de la déclaration finale, les interventions de nombreux délégués et l'adoption de la déclaration.

Dans l'après-midi, la séance de clôture de la rencontre anti-impérialiste pour la démocratie et contre le néolibéralisme a débuté par des applaudissements retentissants et des ovations qui ont salué l'arrivée du général d'armée Raul Castro Ruz, premier secrétaire du Parti communiste de Cuba, du président Miguel Diaz-Canel Bermudez, du président Nicolas Maduro de la République bolivarienne du Venezuela, de José Ramon Machado Ventura, deuxième secrétaire du Parti communiste cubain, et d'Esteban Lazo, président de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire et du Conseil d'État.



Une déclaration de solidarité avec Cuba a été lue par Gail Walker, directrice exécutive de la Interreligious Foundation for Community Organization (IFC) basée aux États-Unis, et fille du pasteur Lucius Walker, qui a lancé en 1992 les caravanes de Pasteurs pour la paix à Cuba.

« Nous soutenons la construction d'une Cuba prospère, partant du principe de José Martí quiconque se lève aujourd'hui avec Cuba, se lève pour tous les temps », lit-on dans la déclaration qui demande également la fin du blocus contre Cuba et répudie la mise en oeuvre de la *Loi Helms-Burton*.

Gail Walker avait déjà indiqué qu'en tant que membres du peuple américain, les communautés se sentent davantage engagées avec Cuba.



Le président vénézuélien Nicolás Maduro et le président cubain Miguel Díaz-Canel Bermúdez s'adressent à la séance de clôture.

Le président Maduro a ensuite pris la parole. Son discours exprimant le défi du peuple vénézuélien face aux actes hostiles des États-Unis a été accueilli par des applaudissements prolongés et une ovation debout.

Le président de la République de Cuba, Miguel Díaz-Canel Bermúdez, a ensuite prononcé le discours de clôture de la manifestation. Il a commencé ses remarques en déclarant : « Un salut spécial à tous ceux qui résistent et qui sont venus dans la capitale cubaine, qui a toujours été et sera un point de rencontre pour ceux qui défendent la paix et la solidarité entre les peuples. »



« La nouvelle génération de dirigeants cubains, formés et éduqués par la génération historique de Fidel et de Raul, sont des révolutionnaires, des socialistes fidèles à Fidel et à Martí, a-t-il déclaré sous des applaudissements prolongés. Nous ne céderons pas un millimètre dans nos positions en

faveur de l'indépendance, de la souveraineté et de la justice sociale. Et en tant que lien avec les peuples qui luttent et qui résistent, nous défendrons toujours la solidarité en tant que principe fondamental, auquel nous devons beaucoup. »

C'était sans doute une fin qui ouvrait la voie à un nouveau départ. Vivifiant et optimiste, il y avait une certitude que Cuba n'est pas seule et qu'il existe en Amérique latine et dans les Caraïbes la conscience que les peuples préservent la paix et la solidarité pour créer une région plus prospère, une région qui met fin à toutes les formes de colonialisme qui existent encore, une région de démocratie populaire et de lutte contre le néolibéralisme. L'unité anti-impérialiste est sans aucun doute la clé de la victoire.

(Photos: LML, ICAP)

Déclaration finale



Depuis cette Cuba solidaire, depuis ce Premier Territoire libre d'Amérique, reconnaissant la résistance héroïque et les conquêtes de son peuple en soixante ans de Révolution, nous, 1 332 représentants de 789 organisations du mouvement social et populaire et de la solidarité, représentants de réseaux, de plateformes et d'articulations régionales et mondiales, représentants de partis politiques, parlementaires, religieux et intellectuels de 86 pays, nous avons partagé nos luttes et nos espoirs.

Exercés de longue date à la solidarité face à l'agressivité impérialiste contre la Révolution cubaine, engagés avec toutes les causes justes, participant aux efforts d'unité dans l'action et d'articulations de luttes, nous sommes venus de tous les coins du monde pour prendre part à La Havane aux Rencontres anti-impérialistes de solidarité, pour la démocratie et contre le néolibéralisme, du 1er au 3 novembre 2019.

Nous vivons un nouveau moment dans l'histoire. Dans les urnes, dans les rues et sur les réseaux sociaux, les peuples prouvent par leurs votes et leurs protestations que l'offensive impériale, conservatrice, de restauration néolibérale, de la droite oligarchique, en alliance avec le fondamentalisme religieux, le pouvoir médiatique, le capital et les sociétés transnationales qui, commandé par l'impérialisme étasunien, excluent de par leur nature prédatrice des vastes couches

de la population, détruisent le travail digne et la vie en harmonie avec la Nature et mettent l'espèce humaine en danger, est à bout de souffle.

Les peuples prouvent qu'il est possible de contrer l'offensive de l'impérialisme qui, dans le droit fil de ses visées, criminalise les protestations sociales, confine et déplace des populations, assassine des leaders sociaux et politiques et des femmes, poursuit des chefs de gouvernements progressistes et fait de la justice un instrument politique.

L'heure est à l'espoir. L'unité, parce que vitale, est un devoir ; la mobilisation, un mot d'ordre ; l'organisation populaire, une tâche péremptoire ; l'intégration, une stratégie qui nous conduira à la victoire.

En ce moment crucial, nous nous engageons à :

1. *Faire nôtre* la Déclaration de solidarité avec Cuba que nous avons adoptée à ces Rencontres, et nous *mobiliser* dans des actions permanentes, intensives et systématiques à fortes retombées médiatiques contre l'escalade agressive de l'impérialisme yankee, dans le cadre de la Campagne internationale « Touche pas à Cuba ! ».

2. *Exiger* la levée du blocus économique, commercial et financier, foncièrement criminel et génocidaire, que l'administration étasunienne ne cesse de durcir contre Cuba, et *appuyer* la Résolution que le gouvernement cubain soumettra une fois de plus à l'Assemblée générale des Nations unies les 6 et 7 novembre prochains, convaincus que la communauté internationale remportera une nouvelle victoire écrasante.

3. *Dénoncer* les menaces et les agressions de différente nature que la puissance hégémonique réalise contre tous les gouvernements qui, parce que souverains, refusent de la servir quand elle prétend installer des bases militaires sur leurs territoires et s'emparer de leurs ressources stratégiques.

4. *Réaffirmer* et *défendre* l'actualité de la Proclamation faisant de l'Amérique latine et des Caraïbes une Zone de paix.

5. *Dénoncer* les graves périls que la décision de l'administration étasunienne de réactiver le Traité interaméricain d'entraide (TIAR) fait peser sur l'Amérique latine et les Caraïbes, et sur le monde, dans la mesure où elle vise par là à étayer militairement sa prétention de ressusciter la Doctrine Monroe.

6. *Exprimer* notre solidarité résolue avec la Révolution bolivarienne et chaviste, avec l'union civico-militaire de son peuple et avec son président légitime Nicolás Maduro Moros, qui a su défendre fermement la souveraineté face aux agressions de toutes sortes de l'administration étasunienne et de ses alliés soumis qui adoptent des mesures contre les véritables représentants diplomatiques du gouvernement vénézuélien. *Appuyer* le dialogue avec des secteurs de l'opposition pour maintenir la paix au Venezuela.

7. *Intensifier* la mobilisation pour réclamer la libération immédiate du compagnon Luiz Inácio Lula Da Silva, victime d'une justice au service de la politique qui vise à poursuivre et à emprisonner des dirigeants politiques latino-américains de gauche et progressistes

8. *Féliciter* le peuple de l'État plurinational de Bolivie pour sa victoire électorale et le président Evo Morales Ayma pour sa réélection, lesquelles sont le fruit des mesures adoptées en faveur de la population et en vue de la croissance économique. *Dénoncer également* les tentatives de coup d'État et les campagnes de déstabilisation orchestrées, à l'incitation des États-Unis, par des secteurs de l'opposition contre la paix en Bolivie et la sécurité des citoyens.

9. *Condamner* les tentatives de l'administration étasunienne de déstabiliser le gouvernement nicaraguayen et *réitérer* le droit de ce peuple à la paix.
10. *Demander* l'indépendance de Porto Rico, nation latino-américaine et caribéenne, soumise depuis plus d'un siècle à la domination coloniale des États-Unis et dont le peuple se soulève victorieusement dans la rue contre les politiques du gouvernement annexionniste.
11. *Exprimer* notre solidarité résolue avec les nations antillaises qui réclament à juste titre une réparation pour les séquelles de l'esclavage et un traitement juste et différencié dans l'affrontement aux changements climatiques, conformément à leurs circonstances spécifiques et à leur plus grande vulnérabilité.
12. *Appuyer* la demande du peuple argentin concernant la récupération des îles Malvinas qui lui appartiennent au nom du droit et de l'histoire.
13. *Dénoncer* les gouvernements qui, cédant aux diktats de l'impérialisme yankee et aux recettes du Fonds monétaire international, imposent à leurs peuples, à feu et à sang, des politiques néolibérales de choc, empirant l'injustice sociale et frappant en particulier les secteurs les plus vulnérables de la société ; *condamner* énergiquement le recours à la force et à la répression pour tenter d'étouffer les justes réclamations des mouvements sociaux et populaires.
14. *Défendre* la décision du peuple chilien de se révolter et de descendre courageusement dans la rue afin d'ouvrir les grandes avenues contre les politiques répressives et antipopulaires du gouvernement, et *condamner* les tortures, les viols, les mutilations et les morts de citoyens par les organes de répression.
15. *Condamner* la répression en Équateur qui a coûté de nombreuses vies humaines à ce peuple frère qui fait face aux mesures de choc néolibérales.
16. *Rejeter* le gouvernement pro-impérialiste de Jair Bolsonaro, soumis aux intérêts des États-Unis et acharné à annuler les conquêtes faites dans ce pays frère, à détruire l'avancée vers l'intégration et toutes expressions progressistes et de gauche dans la région.
17. *Appuyer* le droit du peuple colombien à la paix et défendre dans ce but l'application totale de l'Accord final, *exiger* que le gouvernement respecte la vie des anciens combattants et des leaders politiques et sociaux. *Appeler* à la reprise de la Table de dialogue avec l'Armée de libération nationale.
18. *Exprimer* notre plus profonde solidarité avec le peuple frère haïtien dans sa lutte pour la justice sociale, les réparations historiques et une vie digne.
19. *Manifester* notre appui à la lutte du peuple hondurien et à ses réclamations légitimes.
20. *Féliciter* le peuple argentin et son président élu Alberto Fernández pour leur victoire méritée aux urnes, qui inflige une déroute au néolibéralisme et redonne son espoir et sa dignité à cette nation.
21. *Féliciter* le gouvernement d'Andrés Manuel Lopez Obrador pour sa contribution à l'unité de l'Amérique latine et des Caraïbes et pour sa défense des principes de non-ingérence et de respect de la souveraineté.
22. *Exprimer* notre appui et notre solidarité au Front élargi d'Uruguay qui défend la continuité des conquêtes remportées ces quinze dernières années en faveur de peuple.
23. *Dénoncer* les ingérences de l'impérialisme dans les affaires intérieures des pays d'Afrique et du

Moyen-Orient, les agressions et les guerres qu'il y déclenche, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, pour en contrôler les ressources naturelles. *Rejeter* les mesures de coercition économiques contre le Zimbabwe.

24. *Appuyer* la lutte historique des peuples sahraoui et palestinien pour leur droit à l'autodétermination.

25. *Exiger* la fin de l'intervention impérialiste en Syrie et le respect total de sa souveraineté et de son intégrité territoriale.

26. *Nous féliciter* du rapprochement et du dialogue entre les deux Corées. *Condamner* les sanctions unilatérales imposées à la République populaire démocratique de Corée.

27. *Rejeter* toutes les formes de discrimination et de violence pour des motifs de sexe, de couleur de la peau, de croyance religieuse, d'orientation sexuelle, et n'importe quelle autre manifestation qui porte atteinte à la dignité et à l'intégrité de la personne. *Appeler* à la solidarité avec les luttes correspondantes et *reconnaître* la contribution des mouvements de femmes et féministes en matière de libération.

28. *Défendre* les droits des peuples autochtones à leurs cultures, à leurs territoires, à leurs traditions et à leurs coutumes ancestrales. *Appuyer* la communauté d'origine africaine et les minorités linguistiques, religieuses et ethniques dans leurs luttes de revendication.

29. *Reconnaître* le protagonisme et la volonté de lutte des jeunes en tant que continuateurs fidèles de l'héritage de libération et d'internationalisme de nos grands hommes.

30. *Condamner énergiquement* la politique contre les migrants des gouvernements des États-Unis et de l'Union européenne, ainsi que toute manifestation de fascisme, de xénophobie et de racisme.

31. *Dénoncer* la croisade maccarthyste menée par l'administration étasunienne et la campagne anticomuniste orchestrée en Europe.

32. *Convoquer* une lutte mondiale pour défendre les ressources naturelles, la biodiversité, la souveraineté et la sécurité alimentaires, la Terre nourricière et les conquêtes et les droits sociaux.

33. *Renforcer* la réponse à la guerre culturelle et symbolique livrée contre la subjectivité de l'être humain en articulant les batailles médiatiques sur la Toile et sur les réseaux sociaux numériques, et en alimentant les réseaux par la vérité face à l'offensive mensongère de l'impérialisme néolibéral.

Aussi :

Réitérons-nous combien il est important de bâtir l'unité anti-impérialiste des forces politiques de gauche et des mouvements sociaux et populaires, dans le respect de la pluralité, de la diversité et du droit souverain des peuples de choisir librement leur forme d'organisation politique, économique et sociale, car nous sommes convaincus que seule l'unité nous permettra de remporter la victoire sur le principal ennemi des peuples : l'impérialisme yankee et ses alliés.

Remercions-nous le peuple et le gouvernement de l'île de la Liberté et de l'Unité, ainsi que la Section cubaine des mouvements sociaux, pour leur hospitalité et leur solidarité invariable. Nous resterons à vos côtés, attachés à votre projet social et bien décidés à divulguer la vérité sur cette Révolution invincible.

Ces Rencontres réaffirment la volonté de lutte de nos peuples et constituent un élan formidable pour aller de l'avant ; nous resterons en résistance jusqu'à la victoire.

Au plan désintégrateur de l'impérialisme et de la droite conservatrice, oligarchique et néolibérale, opposons le plan intégrateur, souverain et digne de nos peuples. Unissons-nous pour exiger notre droit au développement, à la vie et à l'avenir. L'unité anti-impérialiste, telle est la tactique et la stratégie de la victoire.

***Messieurs les impérialistes, touchez pas à Cuba !
La lutte des peuples continue !
Jusqu'à la victoire, à jamais !***

(3 novembre 2019. Traduction officielle de l'ESTI. Photo: LML)



**La Révolution cubaine à 60 ans:
Conférence internationale de Halifax, Nouvelle-Écosse**

**Halifax accueille le plus grand rassemblement de
spécialistes sur Cuba à l'extérieur de l'île**



Ouverture de la conférence le 31 octobre 2019

Une conférence internationale importante de trois jours, La Révolution cubaine à 60 ans, a eu lieu à Halifax du 31 octobre au 2 novembre. L'ambassadrice cubaine au Canada, Son Excellence Josefina Vidal, une des oratrices à la Conférence, a dit que c'était l'événement le plus important de la sorte à se tenir hors de Cuba.



**The Cuban Revolution at 60
International Conference
Halifax, Canada
31 Oct — 02 Nov, 2019**

L'événement a été planifié par deux éminents experts canadiens sur Cuba de l'Université Dalhousie, les professeurs John Kirk et Isaac Saney. En 1989, John Kirk avait organisé une autre conférence internationale réussie pour évaluer les trente premières années de la Révolution cubaine.

« Au moment de célébrer le 60e anniversaire de sa révolution », a dit Kirk, « Cuba vit une période de transformations historiques : un changement de leadership, une réforme constitutionnelle et un processus complexe de développements économiques. L'événement est donc une bonne occasion de discuter des progrès réalisés par Cuba au cours des dernières soixante années et, chose peut-être plus importante encore, d'analyser les développements actuels. »

Kirk et Saney ont été appuyés par une équipe de bénévoles du milieu communautaire et étudiant

dirigée par Sheila Savage, Marilyn MacMullin et Jeanie Kimber, qui se sont chargées de l'organisation matérielle de l'événement et ont fait en sorte que tout se déroule sans anicroche. « Sans elles, l'événement n'aurait pas eu lieu », a dit Kirk.

Plus de 250 personnes ont participé à l'événement. Des personnalités académiques et des experts de Cuba, du Canada, du Mexique, de la Grande-Bretagne et des États-Unis, de même que des étudiants, des activistes communautaires et des amis de Cuba ont tous contribué au succès de cette conférence historique.

Quarante spécialistes de premier plan sur Cuba, provenant de Cuba, du Royaume-Uni, de l'Amérique latine, d'Europe, des États-Unis et du Canada ont participé à une série de panels pour évaluer les succès et les défis de l'économie cubaine, des relations Cuba-États-Unis et des relations internationales de Cuba. D'autres panels ont abordé le changement climatique et les défis écologiques auxquels l'île est confrontée, la question du changement social, notamment les questions liées à l'égalité (et à l'inégalité) raciale et de genre, à la santé et à la diversité sexuelle. Les discussions en table ronde, les présentations principales et les échanges informels ont permis d'évaluer les succès et les défis de la révolution et du système socialiste cubains et les défis qui devront être relevés (voir les rapports ci-dessous).



Les présentations principales à la conférence ont été faites par (de gauche à droite) S.E. Josefina Vidal, ambassadrice de Cuba au Canada; Dr Alon Friedman, neuroscientifique au Centre de traitement des lésions cérébrales de l'Université Dalhousie; et Jeffrey DeLaurentis, ancien ambassadeur des États-Unis à Cuba.

Le premier jour de la Conférence a débuté par un message de salutations du maire de Halifax Mike Savage. Dans son message, le maire Savage a exprimé son admiration pour Cuba et souligné les liens étroits qui lient Cuba et la Nouvelle-Écosse qui ont été mutuellement avantageux et dont il espère se poursuivront et s'approfondiront.

Cela a été suivi du premier panel intitulé « Cuba et la Révolution cubaine : aperçu et réflexions personnelles ».

Le deuxième jour, le 1er novembre, les tables rondes ont porté sur l'évolution de la révolution cubaine pendant ses soixante années, les changements climatiques et sur la façon dont Cuba aborde ce problème, et sur comment Cuba s'adapte au changement social pour faire en sorte que les droits de ses citoyens continuent d'avancer.

Le même jour, il y a eu une présentation principale très attendue sur le soi-disant « syndrome de La Havane » par le docteur Alon Friedman, un médecin et chercheur à l'Université Dalhousie qui a dirigé une équipe de chercheurs financée par Affaires mondiales Canada pour enquêter sur la

cause des symptômes déclarés par les diplomates des États-Unis et du Canada à La Havane à la fin 2016. Sans détenir aucune preuve, le gouvernement canadien avait déjà blâmé le gouvernement cubain. Dans cette présentation majeure, le docteur Friedman présentait publiquement pour la première fois les conclusions de son enquête (voir le rapport ci-dessous). Le problème n'était pas une « attaque sonore » de la part de l'État cubain, comme le voulait la désinformation diffusée par les médias impérialistes et, selon le Dr Friedman, exagérée. Le Dr Friedman a souligné la coopération totale du ministère cubain de la Santé et a exprimé l'espoir que les relations de travail établies entre les chercheurs canadiens et cubains se poursuivent.

Lors de la discussion qui a terminé la première journée, le point principal qui est ressorti est que la révolution cubaine, forte de ses soixante années, est en train de se rénover, en particulier sur le plan économique, conformément aux conditions actuelles. La solidarité sociale du peuple ne cesse de se renforcer, à Cuba et sous la forme de l'internationalisme cubain.

Les événements de la journée du 1er novembre ont été suivis d'une réception en soirée à l'hôtel de ville de Halifax organisée par l'Association Nouvelle-Écosse-Cuba (NSCUBA), une organisation communautaire qui oeuvre depuis 30 ans à renforcer les liens avec Cuba. Il y a eu également une cérémonie de plantation d'un arbre au cours de laquelle le maire de Halifax Mike Savage et l'ambassadrice Josefina Vidal ont porté un toast aux liens de longue date et productifs entre la Nouvelle-Écosse et Cuba. Les relations entre la Nouvelle-Écosse et Cuba remontent à 1903, lorsque la première ambassade cubaine a été ouverte en sol canadien, à Yarmouth, en Nouvelle-Écosse, pour faciliter le commerce dans le secteur des pêcheries.



Le troisième jour de la conférence a mis à l'ordre du jour les questions importantes de l'économie cubaine, des relations États-Unis-Cuba, des relations internationales de Cuba et une table de ronde de clôture a examiné la question de l'avenir. En plus, une présentation principale a été faite par l'ancien ambassadeur des États-Unis à Cuba Jeffrey DeLaurentis.

Les participants à la table ronde sur l'économie cubaine ont souligné que celle-ci a toujours fait face à de grandes difficultés en raison du blocus économique et des sanctions des États-Unis.

La table ronde a été suivie d'une autre qui a traité des relations États-Unis-Cuba et mis en lumière la capacité du peuple cubain à faire face à la pression américaine sur le pays depuis plus de 60 ans.

Dans sa présentation, Jeffrey DeLaurentis a abordé ce thème et parlé avec franchise du temps où il était le négociateur principal des États-Unis sous la présidence d'Obama, alors que de grands efforts ont été faits pour normaliser les relations entre les États-Unis et Cuba. Il a dit que lorsque l'annonce a été faite par les présidents de Cuba et des États-Unis, le 17 décembre 2014, de normaliser les relations, lui-même et son homologue Josefina Vidal ont travaillé fort pour conclure 23 accords et initier 17 dialogues sur des sujets aussi variés que les droits humains et les propriétés qui ont été expropriées par le gouvernement révolutionnaire à Cuba. DeLaurentis a dit que lorsque le nouveau gouvernement Trump a pris le pouvoir, ce travail s'est arrêté et qu'aujourd'hui les relations entre les États-Unis et Cuba sont dans un creux historique.

Il s'est tout de même dit confiant que les négociations ont marqué un point tournant. Et compte tenu du vaste appui pour un engagement avec Cuba existant parmi les membres de l'administration américaine, au sein du Pentagone et parmi le peuple américain, DeLaurentis a exprimé l'espoir que dans un avenir rapproché, Cuba et les États-Unis réussiront à normaliser leurs relations pour le bénéfice des deux peuples.

La dernière table ronde a porté sur la survie durable de Cuba, son développement et sa défense de sa souveraineté.

La conférence s'est conclue par l'expression de félicitations à tous les organisateurs, qui ont été fortement applaudis pour avoir mis sur pied cet événement important et opportun et invités ardemment à en organiser un autre dans un avenir rapproché.

Le site web conçu pour la conférence – cuba60.ca – a été créé et géré par un autre spécialiste Canadien sur Cuba, Mark Rushton. Pour donner suite à la conférence, on publiera sur le site web au cours de la prochaine année plusieurs des documents et des allocutions présentés à la conférence qui seront ainsi accessibles au public.

De plus, plusieurs livres spécialisés issus de la conférence devraient être publiés.

L'événement « La Révolution cubaine à 60 ans » a reçu l'appui de la Fondation Ford, de la Fondation Christopher Reynolds, du Conseil de recherche des sciences sociales et des humanités, du Bureau de Washington sur l'Amérique latine, de l'Université Dalhousie, du Syndicat des travailleurs et travailleuses des Postes, de l'Université Saint Mary's, du Bureau du maire de Halifax, du Réseau canadien sur Cuba, de Santé mondiale Dalhousie et de NSCUBA, entre autres organisations.



Ouverture de la conférence (de gauche à droite): discours du maire de Halifax, Mike Savage, du professeur John Kirk, organisateur de la conférence, et salutations avec cornemuse



Le professeur John Kirk, le maire Mike Savage et l'ambassadrice Josefina Vidal témoignent de l'amitié de longue date existant entre la Nouvelle-Écosse et Cuba, le 1er novembre 2019.



Réception à l'hôtel de ville d'Halifax, le 1er novembre 2019. À droite: un des organisateurs de la conférence, le professeur Isaac Saney, prend la parole à la réception.

(Sources : les communiqués de presse de la conférence. Photos: D. Salas, S. Kimber, W. McLernon, Ambassade de Cuba)

Des négociateurs de premier plan remémorent les efforts de normalisation des relations entre les États-Unis et Cuba

Jeffrey DeLaurentis, qui a été ambassadeur des États-Unis à Cuba sous l'administration Obama, a participé de près au processus de deux ans qui a temporairement conduit à la normalisation des relations entre les États-Unis et Cuba sous cette administration. Il a présenté ses réflexions personnelles sur cette expérience dans un discours à la conférence « La révolution cubaine à 60 ans » à Halifax. Il a rappelé qu'au début de l'après-midi du 16 juin 2017, il était assis dans son bureau à La Havane à regarder la télévision lorsqu'il a vu le président récemment élu, Donald Trump, déchirer ce qu'il a appelé l'accord « terrible et erroné avec le régime de Castro » conclu par l'administration Obama.



DeLaurentis se souvient d'avoir « regardé s'évanouir tout notre dur travail. Et je savais au fond de moi que les choses allaient s'aggraver ».

Vingt et un jours après le discours de Trump à Miami, DeLaurentis a quitté Cuba. Alors qu'il traversait une haie d'honneur formée du personnel de l'ambassade, il se rappelle s'être effondré en larmes « après la première poignée de main ». Tout en reconnaissant que ce n'était pas « très diplomatique » de sa part, il note qu'après six mois de surveillance stoïque du nouveau gouvernement américain qui inversait radicalement le cours des relations avec Cuba, « je ne pouvais plus retenir ma réaction ».

Beaucoup de choses se sont produites depuis le 17 décembre 2014, lorsque DeLaurentis a

annoncé aux 50 membres du personnel de l'ambassade qu'après 18 mois de négociations secrètes, Washington et La Havane avaient convenu d'essayer de développer une nouvelle relation moins hostile entre eux. « Les applaudissements ce jour-là, dit-il maintenant, étaient assourdissants. »

Le périple personnel de DeLaurentis remonte à encore plus loin, lui qui était arrivé à Cuba pour sa première de trois missions en 1991, estimant au début que la politique américaine « d'isolement et de pression » conduirait au « résultat souhaité » pour se rendre compte rapidement que cette politique n'était pas dans l'intérêt à long terme des États-Unis.

Il a dit à son auditoire d'Halifax que bien que la relation entre les États-Unis et Cuba est maintenant « tombée » à « son point le plus bas depuis des décennies » et que les choses vont probablement s'aggraver encore alors que Cuba devient une fois de plus un enjeu électoral pour Trump, il demeure optimiste pour le long terme, en partie à cause des « vrais dialogues » qui ont commencé en 2015-2016. « Bien que nous ne soyons pas allés assez loin pour que les changements soient permanents, nous avons créé les conditions pour revenir à la table », a-t-il dit.

Josefina Vidal, la principale négociatrice de Cuba à l'époque et maintenant ambassadrice de Cuba au Canada, a présenté dans son exposé « des réflexions personnelles sur le processus de rapprochement qui s'est déroulé entre la fin de 2014 et le début de 2017 ». Elle a dit à la Conférence qu'elle avait consacré plus de 25 ans de sa vie professionnelle aux relations américano-cubaines et que ce qui s'était passé pendant cette brève période était « la seule chose entièrement différente qui se soit produite dans nos relations bilatérales depuis 60 ans ».



Elle a rappelé qu'en 2015, au début des négociations, un intervieweur lui avait demandé si le processus de rapprochement en cours pouvait toujours être inversé. « Ma réponse a alors été de dire que 'bien sûr, c'est possible', a-t-elle dit. « Et les événements récents l'ont prouvé, malheureusement », a-t-elle ajouté. Elle a dit que « les différences profondes qui existent entre nous subsisteront et la normalisation des relations avec les États-Unis sera toujours un processus complexe et prolongé que peut-être nous n'allons jamais réaliser complètement ». Néanmoins, elle croit toujours qu'« il est possible de développer une coexistence civilisée entre les

deux pays ».

Les relations se sont améliorées à ce moment-là, explique-t-elle, parce que le gouvernement Obama « a finalement reconnu la légitimité du gouvernement cubain et de sa direction historique », sans imposer de conditions à Cuba ni exiger de concessions sur le plan de sa politique intérieure et étrangère et en traitant Cuba en égal. Bien que les États-Unis n'aient pas renoncé à leur désir d'imposer leur volonté à Cuba, « des négociations et des dialogues ont été organisés sur la base du respect et de la réciprocité. Les deux parties ont engagé les négociations dans un esprit constructif, prêtes à trouver des solutions aux problèmes en suspens et à identifier les domaines d'intérêt commun où les deux pays pourraient coopérer pour l'avantage réciproque. »

Bien sûr, l'éléphant dans la salle des négociations était le blocus en vigueur depuis presque 60 ans, qui ne pouvait être levé que par le Congrès américain. « Je dois vous rappeler, a dit l'ambassadrice, que la levée totale des mesures unilatérales américaines de coercition économique a précédé des processus similaires avec d'autres pays. »

Cuba, a-t-elle dit, reconnaît « de manière réaliste » le rôle du Congrès dans la levée du blocus,

mais comprend également « le large usage que le président peut faire de ses prérogatives pour assouplir la mise en oeuvre de l'embargo. Nous avons toujours insisté sur ce point. »

Ce que les deux pays ont réalisé en deux ans à peine, a-t-elle dit, n'était pas sans importance et montrait qu'« un nouveau type de relation basé sur le respect et l'égalité était possible ».

Il restait encore beaucoup à faire pour améliorer ces relations, a-t-elle ajouté, lorsque Donald Trump est arrivé. Tout comme l'administration Obama a utilisé ses pouvoirs exécutifs pour améliorer les relations, l'administration Trump « a pratiquement tout démantelé ce qui avait été fait sous l'administration Obama. [...] Trump est même allé plus loin en mettant en oeuvre des mesures sans précédent par leur niveau d'agressivité et leur portée », y compris l'activation du titre III de la *Loi Helms-Burton* et même la tentative de couper l'approvisionnement en carburant de Cuba.

Aujourd'hui, souligne-t-elle, l'ambassade des États-Unis à La Havane est « pratiquement inopérante » et « il n'y a pas de contacts officiels sinon à un très bas niveau, même pour traiter de questions de la plus haute priorité ».

Malgré tout, Joséfina Vidal dit qu'elle voit l'avenir « avec sérénité et toujours avec optimisme, j'oserais dire. [...] Comme l'a récemment déclaré le ministre cubain des Affaires étrangères, nous espérons qu'il s'agira d'une situation temporaire. »

Bien que les deux parties devront finalement travailler à « restaurer et récupérer de nombreuses choses démantelées par le gouvernement américain actuel », Mme Vidal affirme que même cela ne suffira pas. « Le revers actuel confirme une nouvelle fois que la volonté et les pouvoirs exécutifs du président américain ne suffisent pas ; pour assurer l'irréversibilité à long terme d'une amélioration des relations, des changements plus profonds sont nécessaires dans le contexte politique américain, y compris dans les lois sur l'embargo . »

(Cuba60.ca. Photo : D. Salas)



Le syndrome de La Havane: une explication scientifique



Le Dr Alon Friedman s'adresse à la conférence le 1er novembre 2019.

Vertiges, vision trouble, perte de mémoire, problèmes de concentration ... Un problème grave semblait toucher les diplomates américains postés à La Havane à la fin de 2016 et de 2017. Mais quoi ? Et qui - ou quoi - était responsable ?

La nouvelle administration Trump, sans preuve, a blâmé le gouvernement cubain et laissé entendre que le personnel diplomatique américain avait été la cible « d'attaques sonores » utilisant une arme secrète inconnue.

C'était la première des nombreuses théories avancées pour expliquer ce qui se passait - de l'hystérie de masse à chant du grillon à queue courte des Antilles. La plupart ont été démystifiées ; rien n'a été prouvé.

Mais les diplomates américains n'étaient pas les seuls à signaler les symptômes. Certains diplomates canadiens se sont également plaints et, au printemps 2018, Affaires mondiales Canada a chargé le Centre de traitement des lésions cérébrales de l'Université Dalhousie à Halifax de mener une enquête et de faire rapport.

Le 1er novembre 2019, le Dr Alon Friedman, chercheur principal du Centre de recherche sur le traitement des lésions cérébrales pour le projet, a présenté ses conclusions au symposium universitaire international de trois jours intitulé « La révolution cubaine, 60 ans après » à Halifax.

L'équipe de Dalhousie comprenant 15 chercheurs principaux et leurs équipes a commencé par essayer de reproduire les résultats d'une étude préliminaire réalisée par des chercheurs de l'Université de Pennsylvanie. Les chercheurs de l'UPenn avaient rapporté que ce qui était arrivé aux Américains représentait un « nouveau syndrome qui ressemble à une commotion cérébrale persistante », mais ils étaient incapables d'en identifier la cause.

Les chercheurs de Halifax voulaient passer à l'étape suivante et déterminer la cause réelle des symptômes.

Ils ont commencé par tester les diplomates canadiens qui avaient signalé les symptômes en utilisant une approche multidisciplinaire pour étudier les lésions cérébrales, y compris de nouvelles méthodes d'analyse du cerveau. Peut-être ce qui est le plus important est qu'ils ont également procédé au cours de leurs études à des analyses du cerveau de huit autres diplomates avant et après être entrés en poste à La Havane.

Tous ceux qui avaient séjourné à La Havane présentaient des lésions similaires dans des régions définies du cerveau, associées à la consolidation de la mémoire, à la concentration et au cycle sommeil-éveil.

Le Dr Friedman, un médecin formé en Israël et titulaire d'un doctorat en neurosciences, a reconnu ce qu'il voyait sur les scans de ses propres recherches 30 ans auparavant. « Il existe des types très spécifiques de toxines qui affectent ces régions du cerveau », explique-t-il. Ceux-ci incluaient des insecticides, en particulier des pesticides organophosphatés ainsi que d'autres organophosphorés - des neurotoxines qui agissent en inhibant l'action de la cholinestérase, une enzyme essentielle au bon fonctionnement du système nerveux.

Mais cela a soulevé une question fondamentale. Comment les diplomates ont-ils été en contact avec ces neurotoxines ?

Alors qu'il y avait des explications potentiellement néfastes - une attaque au gaz sarin dans un métro de Tokyo en 1995, l'empoisonnement du demi-frère du dirigeant coréen Kim Jong-Un en 2017, dans les deux cas une exposition unique à forte dose -, cela n'expliquait pas ce qui s'était produit à La Havane.

« C'est comme une enquête médico-légale », a rappelé le Dr Freidman. Les chercheurs ont exploré diverses pistes d'explications potentielles, les ont mises à l'épreuve et ont constaté leur faiblesse.

« Avec l'aide du Dr. Google », a-t-il dit à la blague, ils ont fini par faire les liens qui les ont menés à une campagne très annoncée de fumigation de masse lancée par le gouvernement cubain en 2016 pour lutter contre une importante épidémie de virus Zika transmis par les moustiques dans les Amériques, y compris dans les Caraïbes.

L'analyse toxicologique des victimes canadiennes a confirmé la présence de pyréthrianoïde et d'organophosphate, deux composés entrant dans la composition des produits de fumigation que les Cubains avaient pulvérisés.

En utilisant les registres de l'ambassade du Canada, les chercheurs ont également découvert que des pulvérisations avaient été effectuées à l'intérieur et à l'extérieur de leurs résidences. Les installations ont été pulvérisées beaucoup plus souvent que prévu - parfois toutes les deux semaines. Les chercheurs ont également constaté une corrélation entre le nombre de fumigations effectuées chez un diplomate et la gravité des symptômes rapportés.

Ce qui a amené les chercheurs à leur hypothèse de travail. « Notre rapport indique des preuves cliniques, biochimiques et d'imagerie compatibles avec l'hypothèse d'une surexposition aux inhibiteurs de la cholinestérase en tant que cause de lésion cérébrale », a conclu l'étude.

Ce n'est pas la fin, bien sûr. D'autres recherches doivent être menées, notamment pour mieux comprendre les niveaux de danger des différentes toxines. Bien entendu, le problème de santé publique persiste. Qui d'autre aurait pu être touché ? Pensons notamment aux citoyens cubains travaillant dans les ambassades, vivant dans les mêmes quartiers ou impliqués dans la pulvérisation.

La bonne nouvelle est que le Dr. Friedman a rencontré des professionnels de la santé cubains et ils travaillent actuellement ensemble pour déterminer les prochaines étapes de la recherche.

(Cuba60.ca. Photo : D. Salas)



Panels de discussion



Panel de discussion sur Cuba et la révolution cubaine le 31 octobre 2019 avec (de gauche à droite) Rafael Hernandez, rédacteur en chef de *Temas*; l'ambassadrice Josefina Vidal; William LeoGrande, de l'École des affaires publiques de l'Université américaine; et Emily Morris, University College de Londres

Le soir du 31 octobre, à la séance d'ouverture de la conférence « La révolution cubaine à 60 ans »,

sur le thème « Cuba et la révolution cubaine : aperçu et réflexions personnelles », le panéliste Rafael Fernandez, rédacteur en chef de *Temas*, la revue cubaine en sciences sociales, a noté qu'au cours de ses cinq premières années d'existence, les fondements de la Révolution cubaine ont été établis lorsque Fidel Castro a mobilisé le peuple, en particulier les jeunes, pour défendre la révolution dans une guerre civile contre les forces contre-révolutionnaires financées et appuyées par les États-Unis. Selon Hernandez, cette guerre civile est gravée dans la mémoire historique du peuple cubain et l'a aidé à s'orienter au cours de six décennies difficiles au cours desquelles Cuba s'est renforcée. Il s'est dit confiant que, malgré tous les défis économiques, politiques et sociaux auxquels Cuba est confrontée aujourd'hui, le peuple continuera à défendre sa révolution et à décider de son avenir.

L'ambassadrice de Cuba au Canada, son excellence Josefina Vidal, était une autre membre du panel. Elle a partagé ses réflexions sur les relations Cuba-États-Unis et leur impact sur les peuples des deux pays. Elle a souligné que malgré les revers dans les relations sous l'administration Trump, l'opinion publique à Cuba, aux États-Unis et dans le monde entier est favorable à des relations normalisées entre les États-Unis et Cuba. Elle a souligné que la solidarité internationale et le soutien du peuple canadien et des peuples du monde ont eu un impact profond sur le peuple cubain et a rappelé que le vote prévu le 7 novembre à l'Assemblée générale des Nations unies contre le blocus américain démontrera de nouveau le large soutien des peuples du monde envers Cuba.

Le premier panel de la deuxième journée était intitulé : « Établir le cadre historique : l'évolution de la Révolution ». Les panélistes ont notamment abordé les défis posés par la vie sous le régime brutal des sanctions et du blocus américains. Ils ont également discuté du rôle des dirigeants révolutionnaires, en allant de Fidel Castro, à Raúl Castro et maintenant le président Miguel Díaz-Canel, qui ont mobilisé le peuple cubain pour défendre sa souveraineté et son indépendance dans toutes les conditions et en s'en tenant aux principes. Pendant la période de questions, on a demandé à Carlos Alzugaray, ancien diplomate et membre de la rédaction de *Temas*, d'expliquer la différence entre le Cuba de 1959 et le Cuba d'aujourd'hui. Il a dit que depuis 1959, Cuba entretient davantage de relations et un engagement plus profond avec les pays et les peuples du monde, que la justice sociale a été élargie et approfondie avec la participation démocratique du peuple et, qu'en ce qui concerne l'économie, Cuba maintient toujours son indépendance et se mobilise pour rénover l'économie afin de répondre aux besoins actuels du peuple.

Le panel suivant intitulé « Survivre aux changements climatiques, envisager l'avenir », a donné lieu à des échanges sur comment Cuba s'attaque aux changements climatiques et sur certaines des mesures que l'État cubain prend à cet égard. Le panel a mis en exergue Tarea Vida, ou Projet à vie, un plan de 100 ans adopté par le Conseil des ministres cubain pour faire face aux ouragans et autres catastrophes naturelles qui se multiplient dans la région en raison des changements climatiques. Dans le cadre du programme Tarea Vida, il est notamment prévu d'éduquer et de mobiliser les citoyens de tous âges pour faire face aux tempêtes et aux ouragans afin de confronter ces catastrophes de manière organisée, garantissant ainsi la sécurité des personnes et la protection de la vie humaine. La professeure Emily Kirk, de l'Université Dalhousie, a souligné que les mesures prises par le gouvernement cubain avaient permis de réduire au minimum les pertes en vies humaines et les dommages matériels, grâce à sa clairvoyance, contrairement à l'expérience d'autres pays des Caraïbes et des États-Unis eux-mêmes. Les quatre participantes, dont trois travaillent pour des agences non gouvernementales américaines, ont souligné les efforts remarquables de Cuba en matière de gestion de crise, de réforme économique et de l'édification d'un avenir écologique durable pour ses citoyens, en dépit de nombreux défis. Une des oratrices a noté que Cuba est un chef de file mondial dans la lutte contre les changements climatiques et que ceci, dans le contexte du blocus et des sanctions brutales imposées par les États-Unis, est remarquable.



Panel sur Cuba et les changements climatiques le 1er novembre 2019 avec Rebekah Stewart, du Centre for Responsible Travel ; Julia Sagbien, de l'Université Dalhousie ; Valerie Miller, du Fonds de défense de l'environnement; et Margarita Fernandez, de l'Institut caribéen du Vermont

Le troisième panel de la deuxième journée avait comme titre : « Les changements sociaux à Cuba : les succès passés et les défis à venir ». Le panel a examiné les mesures prises et les difficultés rencontrées au cours des 60 dernières années pour garantir les droits du peuple dans le contexte du développement social et politique de Cuba. On a mis en lumière les efforts remarquables déployés par l'État cubain pour garantir les droits fondamentaux du peuple cubain en dépit et au mépris de l'embargo, des sanctions et de l'hostilité des États-Unis à l'égard de Cuba. Les panélistes ont noté que, depuis 1959, l'État cubain avait promulgué des lois visant à garantir les soins de santé, le logement, l'éducation et d'autres droits fondamentaux, tout en prenant des mesures pour mettre fin au racisme et à la discrimination hérités de la société précédente. Tout en reconnaissant qu'il reste encore de nombreux défis, il a été noté que la nouvelle constitution cubaine protège la communauté LGBT et harmonise les réclamations des membres des collectifs minoritaires de la société cubaine avec ceux du reste de la société.

La troisième journée a débuté par une table ronde sur l'économie cubaine intitulée « Les changements économiques à Cuba : succès et défis ». Cela inclut nécessairement la situation actuelle où l'administration Trump intensifie le blocus américain illégal. Plus récemment, il s'agit de la réactivation du titre III de la *Loi Helms-Burton*, une loi injuste et brutale adoptée en 1996. Cette législation permet aux parties dont les biens ont été nationalisés en 1959 par le gouvernement cubain (par les mécanismes légaux appropriés) d'intenter une action en réparation devant les tribunaux américains, contre les sociétés réputées « d'avoir trafiqué » des biens en question, y compris les entreprises canadiennes et les individus faisant affaire à Cuba.

On a rappelé qu'avec l'effondrement de l'ex-Union soviétique et des pays du bloc de l'Est, une pression supplémentaire s'est exercée sur l'économie cubaine, ce qui a déclenché « la période spéciale » au cours de laquelle le gouvernement a pris des mesures spéciales pour protéger le peuple tout en sauvegardant l'indépendance et la souveraineté de Cuba. Il a également été noté que la campagne menée aujourd'hui par les États-Unis pour déstabiliser le gouvernement Maduro au Venezuela avait créé un fardeau supplémentaire pour le peuple et l'État cubains qui le confrontent courageusement, tout en prenant des mesures telles que l'expansion du secteur privé, la mobilisation de l'armée dans la production, la création de coopératives agricoles pour encourager les investissements étrangers et l'autosuffisance alimentaire.

Un des intervenants a souligné que « les Cubains ne font pas de concessions sur la base de pressions ». La longue lutte historique du peuple cubain pour son indépendance et son

autodétermination contre l'hégémonisme américain a renforcé sa résilience et sa détermination à défendre ses principes et à préserver sa dignité en tant que peuple.

Le panel a également mis en lumière que l'attitude des gouvernements américains successifs à l'égard de Cuba était contre-productive et incohérente. Elle n'est également pas au diapason avec le désir du peuple américain qui souhaite entretenir des relations pacifiques et normales avec le peuple cubain qui partage ce sentiment.

Lors de la table ronde sur le thème « Les relations internationales de Cuba, aujourd'hui et demain », le profond esprit internationaliste de Cuba et son désir de relations amicales avec toutes les nations et tous les peuples, y compris les États-Unis ont ressorti. Malgré ses difficultés et ses défis, le peuple cubain a toujours depuis plus de 60 ans été prêt à faire son devoir internationaliste et a fourni une assistance sans faille à ceux qui demandent de l'aide. Ces efforts sans précédent comprennent les 15 années de contribution au peuple angolais pour vaincre les envahisseurs sud-africains et briser le dos de l'apartheid, les 30 000 membres du personnel médical qui apportent désormais leurs connaissances et leur expertise dans des pays partout dans le monde, y compris au Venezuela. On a souligné que ces actes désintéressés avaient contribué à isoler les États-Unis tout en rehaussant le prestige de Cuba sur la scène internationale.



Panel sur les relations internationales de Cuba le 2 novembre 2019 avec (de gauche à droite) le professeur Isaac Saney ; Ana Covarrubias, Colegio de México ; le professeur John Kirk ; Mervyn Bain, Université d'Aberdeen ; et H. Michael Erisman, Université d'État de l'Indiana

Cette conférence historique à Halifax s'est conclue par une séance plénière de clôture intitulée « Survie, développement et souveraineté », qui réunissait un panel comprenant l'ambassadrice Josefina Vidal. Elle a noté que Cuba fait face à de nombreux défis, en particulier sur le plan économique, et prend des mesures pour remédier à ce problème, notamment en accordant une priorité élevée aux ambassades et missions cubaines à l'étranger afin de rechercher de nouveaux débouchés et partenariats économiques. Elle a souligné que Cuba ne fera pas que survivre, mais résistera et prospérera à l'avenir. Elle a également remercié les Canadiens pour leur soutien envers Cuba et a dit que la collaboration avec le gouvernement canadien avait été à certains égards fructueuse pour améliorer les relations. À titre d'exemple, elle a indiqué que, grâce aux

nombreuses lettres et appels téléphoniques de Canadiens et de Cubains résidant au Canada, le bureau canadien des visas à La Havane a été partiellement rouvert après sa fermeture unilatérale en mai de cette année.

Un autre intervenant, Hal Klepak, professeur émérite au Collège militaire royal de Kingston, a souligné les réalisations remarquables de la révolution cubaine et s'est déclaré convaincu que le peuple cubain, malgré ses nombreux problèmes au cours des 60 dernières années, restera une source d'inspiration pour les peuples du monde.

(Photos: D. Salas.)



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca